

250 millions de personnes participent à une grève nationale en Inde

Article traduit du *Peoples Dispatch*, 27/11/2020

Malgré la répression policière et la pandémie de COVID-19, les travailleurs et les agriculteurs et leurs alliés à travers l'Inde ont participé à la grève panindienne contre les récentes réformes néolibérales poussées par le gouvernement Narendra Modi



Le jeudi 26 novembre, l'Inde a été témoin de la plus grande grève organisée de l'histoire de l'humanité. Plus de 250 millions de travailleurs et d'agriculteurs, ainsi que leurs alliés parmi les étudiants, les féministes et les groupes de la société civile, ont participé à la grève nationale. La grève coïncide avec la Journée de la Constitution indienne, qui commémore l'adoption de la constitution en 1949, et s'inscrit dans le contexte d'une attaque sans précédent contre les droits des travailleurs et la protection des agriculteurs par le gouvernement de droite du Premier ministre Narendra Modi.

La manifestation des agriculteurs des États autour de Delhi s'est poursuivie tard dans la nuit jeudi et tôt vendredi. Des milliers d'agriculteurs ont brisé blocus après blocus et se sont dirigés vers la ville. La police a utilisé des canons à eau contre les manifestants à plusieurs reprises, mais n'a pas réussi à briser leur motivation. Ils devraient atteindre les frontières de Delhi vendredi.

La grève a été organisée par une coalition de mouvements de travailleurs et d'agriculteurs, avec 10 confédérations nationales du commerce et le groupe de coordination, All India Kisan Sangharsh [Comité de coordination de la lutte des agriculteurs] (AIKSCC), qui se compose de plus de 200 groupes d'agriculteurs à travers l'Inde. Des groupes de défense des droits des femmes, des syndicats d'étudiants et diverses organisations de la société civile ont également participé à la grève. La grève a également reçu le soutien des partis de gauche et de plusieurs groupes d'opposition.

Certaines des principales demandes contenues dans la charte en 12 points avancée par les organisateurs comprennent le retrait d'une série de lois récemment adoptées par le gouvernement Modi abrogeant les principales protections des prix du travail et des prix agricoles, un retour en arrière dans les récentes politiques de désinvestissement dans les principales entreprises, la mise en œuvre des régimes de protection sociale existants pour les travailleurs ruraux et l'expansion des politiques de protection sociale pour aider les masses touchées par les retombées économiques de la pandémie COVID-19.



Des milliers d'agriculteurs, ainsi que des membres de groupes syndicaux et d'autres mouvements, de toute l'Inde, ont également organisé un rassemblement dans la capitale nationale de Delhi. Le rassemblement a été confronté à une répression féroce de la part de la police de Delhi qui a utilisé un blocus, des accusations de matraque et des canons à eau pour arrêter la marche. Finalement, le blocus a été surmonté.

Dans une confrontation similaire avec les autorités, des groupes de travailleurs et d'agriculteurs ont immobilisé les grandes villes métropolitaines comme Calcutta et Mumbai, avec des sit-in organisés sur les principaux axes de transport. La ceinture industrielle et minière à travers l'est et le centre de l'Inde a également été témoin d'un arrêt virtuel.

Les organisateurs ont déclaré que la grève est une préparation à d'autres luttes à venir dans le pays. « Les travailleurs et les paysans ne se reposeront pas tant que les politiques désastreuses et perturbatrices du gouvernement BJP ne seront pas inversées. La grève d'aujourd'hui n'est qu'un début. Des luttes beaucoup plus intenses suivront », a déclaré Tapan Sen, secrétaire général du Centre des syndicats indiens (CITU), l'une des confédérations syndicales participant à la grève.

La grève intervient à un moment où les retombées économiques de la pandémie du COVID-19 ont poussé l'Inde dans une véritable récession, exacerbant les inégalités et la privation existantes. Le produit intérieur brut (PIB) de l'Inde a baissé d'un record de 23,9%, tandis que le chômage a grimpé à 27% sans précédent.

Au milieu d'une crise aussi généralisée, le gouvernement de droite dirigé par le parti Bharatiya Janata a mis en œuvre de nouveaux amendements aux codes du travail et introduit des projets de loi agricoles qui ont annulé les progrès historiques majeurs réalisés en matière de droits des travailleurs et de protection des exploitations agricoles.



Malgré les tentatives de la police de réprimer la grève à plusieurs reprises, des rassemblements massifs ont eu lieu à travers le pays. Des membres du Syndicat des employés de la santé ainsi que des travailleurs du port de Jawaharlal Nehru, un grand port de la capitale commerciale de l'Inde, Mumbai, participent à une grève.



Les syndicalistes ont bloqué la route nationale 31, une route principale qui relie la ville de Kolkata, dans l'État du Bengale occidental.



Le blocus des principales lignes de chemin de fer a également été observé dans les grandes villes de l'Inde. On voit ici un blocus à Kolkata.



Les raffineries d'Assam, l'état du nord-est riche en pétrole et en gaz naturel, ont été fermées par la grève.



La police de l'État de Haryana arrête des participants au rassemblement de

protestation en route vers la capitale nationale, Delhi. Les autorités des deux États voisins de Delhi, Haryana et Uttar Pradesh, ont coordonné des tentatives, avec la police de Delhi, d'empêcher les manifestants d'entrer dans la capitale.



Blocus de la police de Delhi à la frontière Haryana-Delhi.





Pendant ce temps, les agriculteurs protestataires ont organisé des contre-blocus dans l'Uttar Pradesh sur les routes menant à Delhi.



Les travailleurs manifestent à Noida, une ville satellite de Delhi.



Des manifestations massives ont également eu lieu dans les États du sud. On voit ici un rassemblement de protestation organisé dans l'État de Telangana.



Travailleurs du textile dans la ville de Coimbatore au Tamil Nadu.





Des manifestations ont également eu lieu dans tout le Jammu-et-Cachemire, qui est sous un verrouillage quasi imposé par le gouvernement depuis plus d'un an et les politiques gouvernementales répressives ont rendu la mobilisation extrêmement difficile.